

Système métrique

Cette modification à la loi sur la Commission canadienne du blé n'aura pas pour effet d'accroître les ventes ou le prix du blé de l'Ouest. Elle réduit simplement les frais des sociétés céréalières qui doivent procéder à la conversion des boisseaux en tonnes pour les marchés internationaux, ce qu'elles font depuis longtemps. Si le bill est adopté sous sa forme actuelle, il ne faudra pas s'étonner si la colère monte dans l'Ouest du Canada. J'ai reçu un tas de lettres à ce sujet, et toutes sont contre.

Nos amis d'en face parlent beaucoup de démocratie, mais je crois que le bill est un bon exemple de la démocratie de participation du gouvernement. Je soutiens que le gouvernement ne croit pas à la démocratie directe. J'ai une pile de lettres haute comme ça et je compte bien faire parvenir une copie de mon discours à chacun de leurs auteurs; si les députés y consentent, je pourrais bien les déposer à la Chambre.

M. Paproski: Moi aussi, je pourrais en lire.

Des voix: Oh, oh!

L'Orateur suppléant (M. Turner): A l'ordre. Le député de Pembina (M. Elzinga) a la parole et je vous prierais d'écouter ce qu'il a à dire.

M. Elzinga: Tous ceux qui visitent l'Ouest constatent que la plupart des agriculteurs là-bas sont contre ce projet de loi. Cette semaine, j'ai abordé divers sujets avec des cultivateurs de ma circonscription et j'ai remarqué que ce projet de loi était une de leurs principales préoccupations. Comme l'a fait remarquer le député de Dauphin (M. Ritchie), ils ont déjà été une fois très déçus de voir le gouvernement leur imposer l'abolition de la peine capitale à leur corps défendant, et voilà que l'on recommence avec ce bill.

M. Marchand: Les députés se sont prononcés en toute liberté sur la peine capitale.

M. Elzinga: Ce n'est pas vrai pour les membres du cabinet. C'est la farce la plus énorme qu'on ait jamais vu, et vous le savez bien.

L'Orateur suppléant (M. Turner): A l'ordre. Le député de Pembina aurait-il l'obligeance de s'adresser à la présidence?

M. Elzinga: Ce n'était pas un vote libre.

M. Roy (Laval): J'ai voté pour le maintien de la peine de mort et j'étais parfaitement libre de mon vote.

M. Elzinga: Un vote libre . . .

L'Orateur suppléant (M. Turner): A l'ordre. Je propose que nous revenions au bill à l'étude. La question de la peine de mort est maintenant chose du passé.

Des voix: Bravo!

M. Elzinga: Comme je disais un peu plus tôt, monsieur l'Orateur, j'ai une pile de lettres d'environ un pied de haut qui sont toutes contre la conversion au système métrique. Plutôt que de les lire toutes, je me contenterai d'en citer une plutôt courte d'un de mes électeurs de Pibroch, en Alberta, qui résume bien le point de vue de mes autres correspondants.

Cher monsieur,

[M. Elzinga.]

J'ai appris que les bills concernant la conversion au système métrique n'avaient pas encore été adoptés par la Chambre des communes. Aussi, je viens vous faire part de mon entière opposition à l'adoption d'une loi mettant le système métrique en vigueur. Il est déjà assez difficile d'être agriculteur sans avoir d'autres complications comme celle-là.

J'ose croire que vous, qui me représentez au gouvernement fédéral, voterez contre tout bill qui vise à imposer le système métrique dans d'autres secteurs surtout dans ceux qui sont reliés d'une façon quelconque à l'industrie agricole.

C'est exactement ce que vise l'amendement. Nous voulons examiner davantage les articles qui concernent la classe agricole. Les articles 2, 6, 8 et 10 ont trait au secteur agricole et parlent de tonnes et d'hectares.

Je pense que le ministre a déclaré à l'étape de la deuxième lecture que toutes les associations agricoles appuyaient la mesure. Les dirigeants de ces associations agricoles étaient aussi sensibilisés à l'opinion publique que l'est le gouvernement libéral actuel; ils n'ont pas pris la peine d'essayer d'obtenir l'unanimité de leurs propres membres. Nos amis d'en face les ont persuadés de consentir à la mesure sur le système métrique. Ils ont suivi les conseils irréflechis du gouvernement actuel.

Depuis, les sections locales du grand nombre d'associations agricoles qui existent maintenant se sont réunies pour s'opposer à la mesure. J'ai une lettre du Westlock District 32 Unifarm que j'aimerais consigner au compte rendu. Elle s'inscrit en faux contre ce que le ministre a dit à la Chambre, à savoir que les associations agricoles étaient en faveur de la mesure. Voilà un autre cas où les ministériels ont induit la Chambre en erreur. Voici donc la lettre, écrite sous la signature de M^{me} Donna-Fay Brown, secrétaire du Westlock District 32 Unifarm:

Lors d'une récente réunion des administrateurs, le Westlock District 32 Unifarm a adopté une motion proposant que la résolution mentionnée plus bas soit présentée au congrès de la Région 3 d'Unifarm, qui se tiendra au Freedom Hall le 5 avril 1977. Une autre motion a ensuite été adoptée pour demander à la secrétaire de vous faire parvenir une copie de ladite résolution.

La résolution dit ce qui suit:

Qu'il soit résolu qu'au Canada, le mille et

l'acre soient conservés comme unités de mesure dans notre système de mesure.

Nous espérons que notre résolution pourra étayer les arguments que vous-même et vos collègues avancerez dans le débat sur la conversion au système métrique.

Je suis heureux de voir que les membres de ces organismes s'élèvent contre cette mesure législative. Je pense que les dirigeants des diverses associations agricoles se sont rendu compte qu'ils se trouvaient dans une situation délicate parce qu'ils avaient accepté le bill au début. Nous constatons que pour ce projet de loi, comme pour bien d'autres mesures qu'il propose, le gouvernement n'a aucune idée des frais que cela comporte. Tout ce que nous pouvons faire, c'est une estimation de ces frais. En réalité, je ne crois pas que le gouvernement actuel ait seulement cherché à obtenir une estimation du coût. Aux États-Unis, les frais de la conversion au système métrique, selon les estimations, varient de 40 à 100 milliards de dollars. Si l'on prend les 10 p. 100 de cette somme, soit le rapport habituel entre le Canada et les États-Unis, nous devons dépenser entre 4 et 10 milliards de dollars pour la conversion au système métrique.